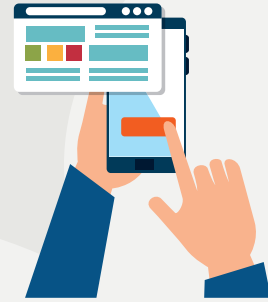




## DÉBAT SUR LE CRÉDIT D'IMPÔT HVE



La certification HVE donnée pour 3 ans donne droit à un crédit d'impôts. Mais ensuite est-ce un renouvellement ? Ou une nouvelle certification avec un nouveau crédit ?

La prorogation du crédit d'impôt lié à la certification Haute Valeur Environnementale (HVE), instaurée par l'article 151 de la loi de finances pour 2021, soulève une controverse concernant la possibilité de bénéficier du crédit d'impôt lors d'une nouvelle certification après trois ans. En effet, les dispositions réglementaires n'établissent pas de procédure de renouvellement pour la certification HVE, laissant place à l'interprétation que chaque certification octroyée constitue un nouveau fait générateur.

Cependant, dans un rescrit du 27 novembre 2024, l'administration fiscale affirme que le crédit d'impôt est une aide unique et temporaire visant exclusivement la première obtention de la certification, écartant ainsi l'éligibilité pour une nouvelle demande après la période initiale. Cette position repose sur une interprétation restrictive de l'esprit du texte, et non sur des bases légales ou réglementaires explicites.

Il est néanmoins possible d'adopter une position opposée en concertation avec les centres de gestion. Compte tenu de l'absence de cadre réglementaire pour le renouvellement et de la rédaction générale de l'article 151, chaque certification obtenue pourrait être qualifiée de nouvelle, ouvrant droit au crédit d'impôt. Cette interprétation pourrait être utilisée pour contester d'éventuels redressements fiscaux liés au refus de ce bénéfice.

Une analyse approfondie avec les centres de gestion est recommandée pour sécuriser cette position et préparer une éventuelle contestation.

